

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
28 janvier 2010
N° 2113
1,30 €

Mission parlementaire
Verts-ALE en Kanaky

LGV

la résistance



ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Liberté, liberté chérie

ELLE était attendue à la traditionnelle audience de rentrée au Palais de justice de Bayonne. La Garde des Sceaux a préféré inaugurer le même jour deux salles rénovées au commissariat de police de sa bonne ville de Saint-Jean-de-Luz. Choix judicieux, tant sa présence était attendue par magistrats et avocats qui avaient, à l'évidence, deux mots à lui dire sur la réforme judiciaire que le gouvernement et sa majorité mijotent. Disparition du juge d'instruction, renforcement des pouvoirs des procureurs, tutelle hiérarchique accrue sur le parquet, afin de mettre au pas une institution jugée trop récalcitrante, la méfiance est grande dans le monde judiciaire face au projet gouvernemental.

A ce mécontentement vient s'ajouter une autre source, plus locale, d'insatisfaction: la suppression des tribunaux d'instance de Saint-Palais et de Biarritz, et leur rapatriement à Bayonne, qui cause engorgement et difficultés de gestion du côté de l'avenue de la Légion Tchèque.

Nous autres abertzale, ne sommes pas des fanatiques de la justice telle qu'elle s'exerce dans ce pays. Nous ne fréquentons les prétoires que lorsque l'on nous y traîne. Et Dieu sait que nombre de militants ont eu, par le passé, à souffrir des rigueurs des magistrats, au seul motif de leur engagement en faveur de la défense de notre langue, de notre culture et de notre identité. L'évocation du seul nom du procureur Nahon suffit à réveiller l'amer souvenir des souffrances endurées.

Mais il est plaisant de constater que la cheftaine des juges se méfie tant de ceux qu'elle est censée protéger qu'elle préfère les éviter. Pourtant, Madame Alliot-Marie sait, à l'occasion, instrumentaliser ses subordonnés avec

efficacité. Souvenons-nous. N'était-elle pas à la tête du ministère de l'Intérieur lorsque le préfet des Pyrénées-Atlantiques insistait auprès du procureur de la République de Bayonne pour que la plainte déposée par son prédécesseur contre Euskal Herriko Laborantza Ganbara et son président, ne soit pas classée, mais bien transmise au tribunal correctionnel?

Qui croira un seul instant qu'un préfet, aussi vindicatif fut-il, dont les chances de promotion, ou même de survie, sont proportionnelles à sa souplesse d'échine, ait pu prendre une telle initiative sans prendre ses ordres auprès de son ministre? Qui croira un seul instant qu'une fois nommée Garde des Sceaux, Madame Alliot-Marie ne pouvait pas retirer l'appel interjeté par le procureur général après la relaxe de Laborantza Ganbara et de son président le 26 mars dernier?

Voilà donc une Garde des Sceaux en principe chargée de veiller sur les libertés publiques, à commencer par la liberté d'association inscrite dans la constitution française, et qui, au contraire, combat une association exemplaire œuvrant pour la promotion d'une agriculture durable, respectueuse des humains et de la nature, afin de maintenir sur ce territoire un tissu rural vivant. A l'évidence, les options d'une association démocratique, à la non violence revendiquée, gênent les pouvoirs publics.

Heureusement, rien n'arrêtera la démarche citoyenne exemplaire, pas même le pouvoir de nuisance que des fonctions ministérielles peuvent conférer. Car il en va du devenir de notre territoire face aux ravages écologiques et aux dégâts sociaux générés par le modèle productiviste.

Euskara bizi dadin, euskaraz bizi gaiten!

HORI da aurten mende laurdena beteko duen Ortzaizeko Ikastolak bere agerraldi publikoetan erabiltzen duen lema. Seaska sareak dituen 27 egoitzetan (23 ama ikastola eta lehen maila, 3 kolegio eta lizeo bakarrean) Ortzaizeko ikastola da aurten xazko Herri Urratsari esker arraberritze eta haunditze lanetan sartuko den ikastola. Ondorioz, 2010 urtetik goiti 110 bat ikasleren errezebitzeko gaitasuna ukanen du gaur egun 80 pasa biltzen dituelarik.

Egoitza berriketa batek dudarik gabe berez badu garrantzia: ikasteko eta erakasteko baldintzak hobetzen ditu, haur guzien errezebitzeko gaitasuna haunditzen du, erakaskuntza teknologia berriei adaptatzen du, berriz pentsatzen eta antolatzen ditu elkar bizitzarako eremu guzikiak, etab.

Baina oraino gehiago azpimarratzekoa da edozoin ikastolaren sortze, haunditze edo indartzeak, euskarari ekartzen dion hats berria! Zeren ez da ahanzi behar ikastolak duela murgiltze eredia garatzen eta pratikan ezartzen. Hots ikastolan sartzen diren haurrei, murgiltzeak, euskaldun edo erdaldun familietakoei, parada emaiten diela ez bakarrik euskararen ikastea baizik eta euskaraz bizitzea! Edozoin izan dadin bere «ama hizkuntza», ikastolan sartzen den haur batek euskararen bidez eginen ditu bere harremanak erakaslearekin, lagunekin bai eta ikastolako langileekin! Hots euskara izanen da astein ikastolan iraganen dituen 30 orenetako biziaren hizkuntza.

Noski, 30 oren horiek haur batek ikasturteko aste normal

batean jendartearekin (famiarekin, lagunekin, etab.) harremanetan pasatzen dituen denboraren eren bat bakarrik ordezkatzeko dute. Baina zerbait da jada konduan hartuz jendartearen gehiengo erdalduna dela!

Hastapen horri behar da gehitu, ikastolek euskarari emaiten dioten hats berri horrek baduela ondotik bizitzeko parada. Besteak beste hor ditugu euskal irrati eta telebistak, egunkari eta astekariak, interneteko hainbat web gune, eta egunereko bizian ezagutzen ahal ditugun lagun, lan, harreman, etab. sare euskaldunak.

Azkenik, euskaraz bizitzeko parada emaiten digun adibe hurbil bat azpimarratzeko, aipatzen ahal dira Zabalik elkarteak otsail ostegunetan Donapaleun antolatzen dituen 4 mintzaldiak. Bertan euskaraz entzun, ikasi, mintzatu, gozatu edo sinpleki harremana sortu nahi duenak aski du animazio bat edo bestera hurbiltzera Denak Donapaleuko Xerbitxugunean dira eta ostegun arratsetan 8etarik 11ak arte iraganen dira. Izan dadin «Estatu Batuetako euskaldunak eta beren euskal nortasunaz» edo «Gaurko kultura, turismoa ote?» temaz edo oraino «Hego ameriketan itzuli baten kronika, Iparraldeko bi gazteren partez» edo azkenik «Norentzat eta nola idatzi gaur euskaraz?, Euskal sistema literarioaren mugak eta idazleen estrategiatz» hitzaldien gaiek argi uzten digute hautua ez dela falta izanen aurten ere.

Beraz, ez dezagun ahantz, euskara bizi dadin, euskaraz bizitzeko parada guzien gozatzea!



... de la pression qui monte autour de Tony Blair à la veille de son audition par une commission d'enquête parlementaire britannique à propos de ses mensonges sur le déclenchement de la guerre en Irak. Pas sûr que sa récente conversion au catholicisme lui assure des indulgences.

... et réjoui de la suppression du tribunal aux armées de Paris, survivant des tribunaux d'exception qui ont envoyé tant d'hommes au poteau, qui sera désormais intégré au tribunal d'instance de la capitale. Bonne nouvelle, car la justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique.

... que Martiniquais et Guyanais acceptent la collectivité unique deux semaines après avoir massivement refusé une autonomie accrue. En 15 jours, ils ont retrouvé du punch.

... et attristé que les dépenses en soutifs, petites culottes ou autres nuisettes des Françaises aient baissé en 2009, à l'exception de la tranche d'âge des 45-54 ans. Il faut bien quelques artifices pour entretenir le feu.

... et réjoui de l'itinéraire emprunté par la manif anti-LGV de la gare d'Hendaye à la place Colon d'Irun. Avec le pont Santiago libéré et la frontière effacée, la Liberté à Grande Vitesse est en bonne voie.

... que parmi les innombrables manifestations de soutien aux prévenus du procès *Egunkaria*, de nombreux responsables politiques, sociaux et culturels, avec les présidents des trois députations au premier rang, se soient réunis à Arantzazu pour demander l'abandon des poursuites. Une épine de plus dans le pied des dirigeants madrilénes.

... pas tant que ça du courrier adressé à certaines personnalités d'Iparalde par le PNV à la recherche de 90 noms pour constituer une liste dans les cinq départements d'Aquitaine pour les régionales du 14 mars. La reconquête de la Vasconie est en marche. Iront-ils jusque'à Poitiers?



Un peu d'histoire: dans les années 70, du temps de la SNPA à Lacq, en prévision de la baisse inéluctable de la ressource (position très sage), une cagnotte avait été créée à l'initiative de M Inchauspé (quelques centimes de franc par m³ de gaz tiré du bassin de Lacq), et, pour la gestion des sommes dégagées avaient été instituées une structure, le BDE Adour, et une société financière, la Sebadour.

Le but de ces institutions était louable: le développement économique, la zone d'activité touchait principalement le 64, et donc aussi Iparalde, mais aussi le 65.

Une zone d'ombre: pour ceux qui s'en souviennent, les premiers temps d'Herrikoa, et lors de la 2^e ou 3^e augmentation de capital, c'est la Sebadour qui avait porté plainte à la COB (Commission des opérations boursières), poussée sans doute par quelques politiques bien intentionnés du Conseil général de Pau, où nous n'avions à l'époque pas beaucoup d'amis concernés par la partie basque du 64. Un procès à Paris,



A qui sont les sous du BDE ? (15 millions d'euros)

Pantxo Bimboire

bien défendu: autobus, leveur de pierre, curé de choc, chants, distribution de gâteaux basques, près de la Bourse et bénévoles, avait donné raison à Herrikoa... Un technicien retraité de la CCI m'a récemment confié qu'au cours des comités de la Sebadour, il avait entendu de la bouche de son président de l'époque, des propos forts peu aimables à l'encontre de Herrikoa...

Des réussites: par la suite, la Sebadour avait pactisé avec le «diable», et les relations économiques normales s'étaient stabilisées (travail en concertation des permanents, financements communs, etc.). L'impact pour Iparalde avait donc été globalement positif.

Une fin: Total rachetait Elf, et fin 2003, se dégageait des obligations contractuelles de mécanisme de ponction. En 2005, le BDE exigeait de Sebadour qu'il rende les sommes confiées, le contentieux créé arrivait à son terme en 2008, avec la remise des fameux 15 millions d'euros au BDE. Sebadour rejoignait une structure régionale d'Aquitaine, pour perdre sa spécificité du 64. Le BDE restait avec sa cagnotte de 15 millions d'euros, et, de 44 membres gestionnaires au départ, pour cause de cotisation annuelle non réglée, il en restait 8: les conseils généraux 64 et 65, les 3 CCI: Bayonne, Pau et Tarbes, et la chambre d'agriculture.

Une motivation de la CCI de Bayonne: depuis déjà plusieurs années, la CCI de Bayonne souhaite peser sur la destination d'une partie de ces fonds à l'avantage de ses ressortissants. Elle argumente que les décisions ou orientations seront plus rationnelles si elles sont motivées par des analyses économiques plutôt que des calculs politiques.

Un soutien des élus «Lantegiak» du bureau de la CCI: cette motivation de la CCI était soutenue par Lantegiak qui poussait à une prise de contrôle d'une partie de ces fonds, considérée comme utile pour le renforcement des

fonds propres des entreprises d'Iparalde, et, pourquoi pas, y compris en vue de collaboration plus renforcée avec Herrikoa

Des alliés qui se dérobent: la CCI de Bayonne a essayé de récupérer la présidence du BDE. Puis, au cours d'une séance de travail en marge du vote, à défaut, elle a proposé de reconduire pour un an, M. Mirande, ancien président, au vu des réticences et des candidats nouvellement déclarés. Des anciens alliés (président de la CCI de Pau, le président de la chambre d'agriculture de Pau, Maire de Tarbes) ont malheureusement poussé au vote immédiat (une coalition avait sans doute été montée auparavant), en choisissant, contre nature le Maire de Tarbes (expert comptable d'un cabinet très important de 150 collaborateurs, et élu UMP), en tant que président du BDE.

Des incohérences: des fonds levés par les richesses souterraines du 64 semblent être mieux gérés par un maire du département 65 (sans préjuger de sa compétence). Le président de la chambre d'agriculture du 64 semble préférer la gestion par un maire du département 65 (au détriment de ses ressortissants?). Les accords politiques UMP MO-DEM PS se feraient-ils dans le dos des acteurs économiques? Bref, même si ce combat paraît futile et très marginal, il est symptomatique d'une certaine guerre de tranchée politicienne dont les contours sont peu avouables. Il n'est pas admissible, non plus, que tout se passe comme si l'administration du Pays Basque pouvait se faire partout sauf en Pays Basque ou avec ses acteurs. Tout n'est pas heureusement perdu (for l'honneur comme disait l'autre), et espérons que les jeux politiques de bas étage n'entameront pas le destin économique des gens et des espoirs d'ici.

ABONNEZ-VOUS



Mission parlementaire Verts-Allia

Une mission informelle de parlementaires d'Europe Ecologie s'est rendue en Nouvelle Calédonie/Kanaky du 4 au 11 janvier 2010 à l'invitation des responsables de l'Union Syndicale des travailleurs Kanaks (USTKE) et du Parti travailliste. Le but de cette mission était de protester contre la détention de Gérard Jodar, Président de l'USTKE, et de deux autres responsables du syndicat, pour des faits relevant de l'action syndicale.

Le 15 janvier 2010, le tribunal de Nouméa décidait de remettre en liberté les syndicalistes kanaks.

La détention abusive de M. Jodar et de ses amis durant quatre mois a révélé la situation très préoccupante qui règne sur le Territoire en matière de libertés syndicales et en ce qui concerne la condition du peuple kanak.

Le rapport que nous publions ci-contre a été transmis aux parlementaires européens, aux députés et sénateurs, aux membres du Congrès de Nouvelle-Calédonie et du Sénat coutumier kanak, ainsi qu'au Président de la République, au Premier ministre, au ministre de la Justice et au ministre de l'Outre-Mer.

UNE délégation de cinq parlementaires s'est rendue en Kanaky (Nouvelle-Calédonie) du mardi 5 janvier 2010 au lundi 11 janvier, à la demande de l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités (USTKE), syndicat de travailleurs de Kanaky / Nouvelle-Calédonie dont le président, Gérard Jodar, et plusieurs autres membres étaient alors incarcérés à la prison du Camp Est de Nouméa suite à une condamnation à de la prison ferme prononcée en première instance et confirmée en appel pour des faits liés à des conflits sociaux (entrave à la circulation d'un aéronef). Monsieur Jodar et ses amis étaient au moment de cette mission sous le coup d'un mandat de dépôt alors que la procédure les concernant est toujours pendante devant la Cour de cassation.

Les parlementaires qui ont participé à cette mission sont: François Alfonsi, député européen de Corse, membre du groupe Verts-ALE au Parlement européen, José Bové, député européen du Sud-Ouest, membre du groupe Verts-ALE au Parlement européen, Alima Boumedienne-Thiery, sénatrice Verte d'Ile-de-France, Karima Delli, députée européenne de Paris, membre du groupe Verts-ALE au Parlement européen, Jean Desessard, sénateur Vert de Paris.

La délégation du Comité de soutien aux prisonniers formé par différents syndicats, partis et associations, reçue à Paris dans les locaux du Sénat, et à Strasbourg dans les locaux du Parlement européen en septembre dernier, avait insisté sur le caractère arbitraire de la condamnation de Gérard Jodar et sur les conditions absolument indignes de sa détention, ce qui a motivé la constitution de cette mission informelle pour enquêter sur cette situation.

Aussi notre délégation, conformément au droit reconnu aux parlementaires français, étendu aux parlementaires européens depuis le vote de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, s'est rendue à la prison de Nouméa, dite du Camp Est, les mercredi 6 et jeudi 7 janvier. Nous avons également rencontré les proches de Monsieur Jodar, sa famille et les membres du syndicat USTKE, ainsi que son avocate, Maître Cécile Moresco. Enfin, nous avons assisté à l'audience de la cour d'appel saisie d'une demande de mise en liberté.

En premier lieu, nous avons rendu visite au Sénat coutumier de Kanaky, représentant légitime de la nation kanak, et sollicité son agrément pour notre démarche. Les valeurs du respect et de l'hospitalité sont essentielles dans la culture kanak. S'il en avait été tenu

compte au cours des siècles, bien des drames auraient été évités. Par ailleurs, au terme de nos contacts relatifs à l'affaire Jodar, notre délégation s'est rendue au Congrès de Nouvelle-Calédonie alors qu'il siégeait en séance publique. Sa présence y a été saluée par le président Martin à la demande de M. Louis Kotra Uregei, élu du Parti travailliste.

Enfin, en préambule à ce rapport, nous tenons à souligner que notre mission a été très correctement accompagnée par les responsables de l'administration pénitentiaire rencontrés sur place.

Nos observations nous amènent aux conclusions suivantes:

1) Concernant le cas de Monsieur Jodar et des deux autres responsables de l'USTKE encore en détention suite aux condamnations du 15 septembre 2009

● Les condamnations successives de Monsieur Gérard Jodar, qui lui doivent d'avoir été incarcéré, sont toutes relatives à des conflits sociaux. Elles relèvent d'actions syndicales dont il a été jugé responsable par le tribunal es qualité de président du syndicat. La lourdeur de la peine actuellement en cours, 21 mois de détention au total cumulant les peines prononcées de prison ferme et le sursis de la première peine dont la révocation est consécutive à la deuxième condamnation, au regard des infractions telles qu'elles ressortent du dossier, nous permet de penser que jamais une condamnation comparable sur des faits similaires n'aurait été prononcée en métropole. Notre avis est que la magistrature locale s'est prononcée

se de notre conviction qu'il s'agissait là d'une «justice coloniale».

● La visite du camp Est, seule prison de Nouvelle-Calédonie, nous a permis de constater par nous-mêmes la réalité des accusations portées par Monsieur Jodar, sa famille et ses amis de l'USTKE. La cellule où monsieur Jodar lui-même était détenu le jour de notre visite est d'une surface de 13 m². Il y a séjourné avec quatre autres détenus, soit par détenu 2,6 m², la surface d'un placard! Dans ce local exigu, où les détenus sont confinés 22 heures sur 24, on trouve un WC à la turque, sans aucune intimité possible, des lits superposés avec des matelas mousse, pas d'ouverture laissant entrer suffisamment d'air ou la lumière du jour. Cette visite, qui a eu lieu par une journée d'été très chaude, nous a amenés à déclarer à la presse que de telles conditions de détention relevaient d'une réalité de «double peine» tant l'épreuve de la détention est plus grande au Camp Est de Nouméa que dans l'ensemble des établissements pénitentiers de France. Ce fait a été souligné par Mme la sénatrice Alima Boumedienne-Thiery qui, dans le cadre de ses activités antérieures, a déjà enquêté sur plusieurs dizaines de prisons françaises.

● L'audience de la cour d'appel à laquelle nous avons assisté s'est déroulée dans de bonnes conditions, sous la présidence du juge Thiolet. La décision a été mise en délibéré à huitaine. A l'issue du délibéré, Monsieur Jodar et ses amis ont pu recouvrer la liberté après quatre mois de détention. La famille, l'avocate et les amis de Gérard Jodar



Gérard Jodar, leader de l'USTKE

sous la pression politique et non en toute sérénité, et il est certain que l'engagement politique indépendantiste de Monsieur Jodar et de ses amis de l'USTKE est à l'origine de la sévérité des condamnations prononcées. Nous avons été amenés à faire part à la pres-

nous ont fait part de leur soulagement quant à la sérénité des débats lors de cette audience, au regard de l'ambiance tout à fait autre constatée quand les condamnations contestées ont été prononcées. Nous souhaitons ardemment que la sérénité redevienne la règle au

Tous ensemble !

Paysans, salariés, consommateurs, usagers, citoyens :
s'unir pour mieux défendre nos intérêts communs



Conférence de l'annonce de la Journée "Urgence écologique et justice sociale"

Le samedi 6 février à Bayonne sera une journée riche d'enseignements à plus d'un titre. Ce sera un moment intense de mobilisation autour des paysans le matin (chaîne humaine géante en soutien à Laborantza Ganbara) et autour des cheminots du fret ferroviaire de la côte basque l'après-midi (Journée "Urgence écologique et justice sociale").

Un point commun unit ces paysans et ces cheminots du Fret. Les deux posent le principe que le sort réservé à leur activité ne concerne pas uniquement leur catégorie professionnelle mais qu'il est l'affaire de toute la société. Paysans d'EHLG et cheminots du Fret SNCF Côte basque affirment que les mesures politiques qui affecteront leur métier auront des conséquences non seulement sur leur emploi, leurs conditions de travail et leur revenu, mais sur l'environnement, la santé

des gens, la qualité de vie des habitants de ce territoire, l'économie locale, l'aménagement du territoire, le lien social etc....

En conséquence de quoi, ces paysans et ces cheminots ont défini de nouvelles modalités de lutte, cohérentes avec leur postulat de base, en pensant leurs batailles actuelles en terme d'alliances avec d'autres forces sociales, d'autres secteurs de la société.

▼
"Denak elgarrekin, otsailaren 6an, Baionan, goizeko 11etan laborariekin, eta arratsalde osoan, merkantziak treinez garraiatzen dituzten kostaldeko langileekin!"

Ensemble avec les paysans

Les paysans basques ont créé Euskal Herriko Laborantza Ganbara comme un véritable Forum -comme dirait Jean Haritschelhar- permanent ouvert aux associations de consommateurs, de défense de l'environnement, de développement local, aux syndicats de salariés.

C'est ensemble que se pense et se travaille le modèle agricole promu par EHLG.

Et c'est logiquement ensemble que s'organise la bataille démocratique de défense de l'association EHLG menacée justement par les tenants d'une vision étriquée, archaïque, corporatiste de l'agriculture.

Selon que sort victorieuse de ce combat la vision de la Chambre d'agriculture des



Pyrrénées-Atlantiques (agriculture productiviste, "on ne peut pas être nombreux et heureux") ou celle d'Euskal Herriko Labo-

rantzeta Ganbara (agriculture paysanne et durable, "trois petites fermes valent mieux qu'une grosse"), les conséquences ne seront pas les mêmes pour l'ensemble de la société.

Le paysage, la vie sociale et culturelle du Pays Basque intérieur n'auront évidemment rien à voir selon qu'on arrive à maintenir, voir à développer, le nombre actuel de petits paysans. L'état de nos nappes phréatiques changera du tout au tout selon que l'emporte le pari pour toujours plus de maïs irrigué défendu par la Chambre de Pau, ou celui d'autres types de cultures plus sobres en eau promu par EHLG. La qualité des aliments dans nos assiettes, de l'eau que nous buvons, de l'air que nous respirons ont tout à gagner au développement des pratiques encouragées par EHLG.



On pourrait facilement donner 10 autres exemples forts de cet intérêt manifeste de l'ensemble de la société à défendre le combat d'EHLG et le sort du modèle agricole qu'elle défend.

Et l'intelligence politique des paysans basques est d'avoir compris que leur intérêt n'était pas de défendre l'agriculture contre le monde non paysan, mais tout au contraire de tirer parti de cette communauté d'intérêt pour associer tout le monde aux solutions défendues par EHLG.

Unis avec les cheminots

La logique est la même pour les cheminots du Fret SNCF de la Côte basque. Le plan actuel de la direction de la SNCF visant à supprimer le "wagon isolé" (permettant le

transport par le rail de marchandises entre entreprises souvent de petite taille) va entraîner la suppression de 65 emplois sur les 160 du Fret local.

Les cheminots auraient pu se résigner à ce plan, et accepter les reclassements qui leur sont proposés par la SNCF, parfois comme chauffeurs de poids lourds (!!!) dans les entreprises de transport routier dont est propriétaire la SNCF (!!!).

Ils auraient pu réagir à ces mesures par une réponse traditionnelle, purement syndicale. Mais là encore, la conscience d'un enjeu dépassant largement leur seul sort, et affectant l'ensemble de la société a ouvert la voie à un nouveau type de riposte.

La suppression du wagon isolé va jeter 1,2 millions de poids lourds supplémentaires chaque année sur les routes. Cela aura un coût certain à plusieurs niveaux : la santé des gens par la pollution atmosphérique et l'augmentation des risques d'accidents de la route, le réchauffement climatique avec l'augmentation d'émissions de CO2 que cela va représenter, la disparition d'un mode de transport adapté à une économie moins concentrée et plus locale, etc. Le démantèlement d'infrastructures ferroviaires de proximité est une insulte à l'avenir, que nous allons évidemment tous déplorer d'ici très peu d'années au même titre que la disparition des tramways de l'après-guerre au profit du tout voiture ⁽¹⁾.

Sur la base de cette analyse, ces cheminots ont proposé au CADE et à Bizi! de s'unir et d'organiser ensemble une campagne dont le point d'orgue sera l'après-midi du 6 février (avec notamment à 16h30 un rassemblement devant la gare de Bayonne qui aura une forme très visuelle et une forte charge symbolique).

L'union de ces cheminots CGT à une fédération d'associations environnementalistes et à un mouvement altermondialiste et écologiste est une très bonne nouvelle qui ouvre la voie à de nouvelles manières de porter l'action syndicale.



Elle est à mes yeux porteuse d'avenir, d'autant plus qu'elle fait cette jonction entre revendication sociale et revendication écologique qu'appelait de ses v o e u x

Hervé Kempf dans son livre "Comment les riches détruisent la planète".

Le matin et l'après-midi

A nous tous(tes) d'encourager comme il se doit ces nouvelles manières de penser les choses, les combats, les intérêts communs et non purement corporatistes. Nous pouvons le faire en venant à Bayonne le 6 février pour participer à la chaîne humaine géante du matin à 11h00 ET au rassemblement de 16h30 devant la gare de Bayonne. Nous préfigurerons alors une forme d'alliance supplémentaire : celle des paysans et des salariés, celle des consommateurs et des usagers.

Txetx Etcheverry
txetx@wanadoo.fr

⁽¹⁾ Un dernier point commun à ces deux luttes pour une agriculture paysanne et durable et pour la défense du wagon isolé et du fret ferroviaire de proximité : la fin du pétrole pas cher -qui va arriver beaucoup plus rapidement que ne veulent bien le dire les agences officielles- viendra donner raison à leurs partisans. Car elle va affecter brutalement et massivement la rentabilité du modèle agricole industriel et du transport routier. Espérons qu'il ne sera pas trop tard et que la résistance citoyenne aura freiné d'ici là les dommages difficilement réversibles de la disparition des petites exploitations et du démantèlement des infrastructures ferroviaires de proximité. Raison de plus pour se mobiliser activement et d'être massivement présents le matin et l'après-midi du 6 février.



Ai, ai! Bada mugimendu!

Kiskil

2010 urte hastapen honek, itxaropen anitz ekartzen digu.

BATERA plataformak abiatu kontsulta mobilizazio berri honek, mugimendu anitz, eskuin ta ezker, sortzen ditu. Eskubidea emaita Ipar Euskal Herriko herritarrei, beren iritzia eman dezaten, zer nolako lurraldetasun nahi duten bizi diren eremuan. Ze ariketa demokratiko hobereana izaiten ahal da? Nork kritikatzeko ahal du holako kanpaina bat: zilegia – demokratikoa – zabala – justua...

Iduriz mugimendu horrek badu arrakasta, 90 bat herriek kontsulta honekin bat egiten dutela jakin baita. Herriko kontseilu anitzek gogoetatzen dute, ea ba sostengua emanen duten. Hau, hau egiazko eztabaida politikoa!

Nork pentsatzen ahal duen, egun batez edozein ikusmolde politiko ezberdineko jendea bilduko zela mahai baten inguruan, gogoetatzeko zer instituzio mota plantan jartzen ahal den Ipar Euskal Herriarentzat?

Hegoaldean, harridura sortzen duela, ez baitira maleruski hartaratuak mementoan bederen!!

Beste mugimendu batzuk ere izanen ditugu urte hasiera honetan, EHLG aldi bat gehiago auzitaratua izanen baita. Hor ere mugimendu azkarra sortzen ari da, egitura honen laguntzeko eta sostengatzeko. Otsailaren 18an hitzordu garrantzitsu bat izanen da, euskaldun anitz Pauen izanen direlarik. Ea ba nork irabaziko duen gudu horretan!

AHT ere kezka sortzen badu, mugimendu zabal bat plantan jarri da, hor ere edozein motako jendeak bat egiten dutela beren lurraldea zaintzeko. Manifestazio jendetsuak frogatzen digu, badela egiazko behar bat denek elkarrekin bat egiteko.

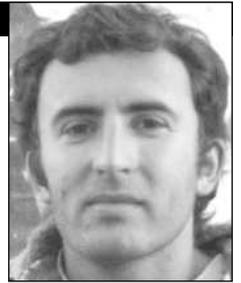
Garai honetan non aipu den krisi ekonomikoa – sozial arazo handiak – beste hainbat kezka, sentitzen da herritarrek zer bait itxaropenen bila dabiltzala. Martxoaren 14an, Eskualdeko hauteskondeez baliatuz, bakoitzak bere iritzia-rena emaitako eskubidea izanen du, ez huts egin hitz ordu garrantzitsu hori. Ondoko urte eta mendeetan, historialariak izanen dute zer erran!



JEAN-SEBASTIEN MORA
jesamora@gmail.com

L'histoire Bling Bling

Le retour du roman national



L'histoire n'a jamais été réservée aux seuls historiens. La III^{ème} République et ses husards noirs en ont fait un large usage dans la création et la fortification du sentiment d'appartenance à la «nation».

Tous les présidents avec d'amples nuances ont célébré le passé national. Mais avec l'utilisation ostentatoire et excessive de figures comme Guy Môquet, Ponticelli le dernier poilu, Jean Jaurès ou Charlemagne, le président Sarkozy pratique l'histoire bling-bling, clinquante, voyante et vide en contenu.

Aujourd'hui dans une crise identitaire supposée, l'histoire devient un enjeu majeur. Une logique que l'historien Nicolas Offenstadt nomme «la réinvention du roman national par le Sarkozysme historique».

Fin 2009, l'universitaire membre du CVUH (Comité de vigilance sur les usages publics de l'histoire) publie l'histoire bling-bling chez Stock.

L'ouvrage d'Offenstadt est court mais efficace. L'auteur démonte le processus du président Nicolas Sarkozy visant à agiter et à consommer l'histoire à des fins politiques.

Il revient également sur les aspirations pour le moins scandaleuses de certains députés comme l'UMP Christian Vanneste qui considère que l'enseignement de l'histoire devrait être celui de «la fierté nationale». L'historien aborde aussi l'anti-repentance et notamment concernant Vichy, le «ras le bol de cette histoire du passé» décrié par Brice Hortefeux.

Obsession du triomphe mortifère

Car contrairement à ce que Eric Besson et son fameux débat sur l'identité nationale tente de nous vendre, l'idée que la France a connu une histoire naturelle et linéaire est une construction de l'esprit.

L'histoire de la France est faite de discontinuités, de ruptures et déjà au XIX^{ème} Alexis de Tocqueville écrivait : «Dans une démocratie, chaque génération est un peuple nouveau».

C'est autour de dix événements retenus dans son ouvrage (un discours, une polémique, un rapport...) que Nicolas Offenstadt met en garde des logiques Sarkoziennes clin-

quantes et introduit certains thèmes lui paraissant majeurs. Pour l'historien, parmi les usages politiques de l'histoire, les commémorations constituent l'aspect le plus visible. Aujourd'hui l'histoire bling-bling a un sens (le national réinventé), une direction (des Gaulois à Sarkozy), une volonté (pas de «repentance», qu'il s'agisse de Vichy ou du colonialisme) et un ennemi public (les «mémoires» des «communautés»).

L'histoire people

Parmi les nombreuses thématiques abordées, Nicolas Offenstadt dénonce la valorisation qui est faite de «grandes figures» de l'histoire. Guy Môquet en est le premier. Il fut transformé en icône nationale chargée de valeurs, mais hors de tout contexte historique et de toutes compréhensions de son engagement communiste. Mais l'histoire bling-bling c'est également une histoire dont les discours s'effacent presque aussi vite qu'ils sont apparus.

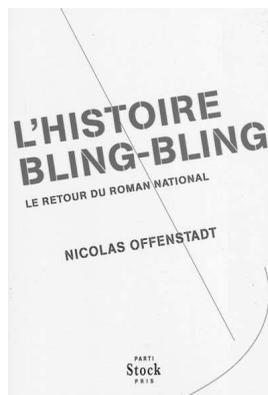
La journée Guy Moquet, désormais hommage à la résistance est déjà bien oubliée. Elle est tombée dans un classique programme d'enseignement de la résistance.

Heureusement, sous le mode du zapping, le souci de rebâtir un grand récit national peut sauter d'une figure à l'autre. Aussitôt Guy Môquet oublié, c'est sur le dernier poilu Lasare Ponticelli et contre ses dernières volontés, que Sarkozy célébrait des funérailles en grande pompe.

Quand à Jaures, le président français n'hésite pas à lui faire référence. Peu importe s'il a promu des idées opposées avec celle du gouvernement actuel (réduction du temps de travail, usage de la grève...).

Et l'histoire people n'est pas prête de s'arrêter. Elle semble être le pilier du projet présidentiel : le musée de «l'histoire de France».

Nicolas Offenstadt consacre une partie de son ouvrage à la volonté Sarkoziennne de «retranscrire l'âme de la France»: un «pot pourri» d'Ernest Lavisse à Max Gallo dans lequel Louis XIV, Napoléon et De Gaulle feront office de «grands hommes».



Les indicateurs européens de développement durable

Le tableau de bord des indicateurs européens de développement durable a été élaboré par Eurostat en concertation avec les pays membres. Il sert notamment à produire tous les deux ans (2007 puis 2009) un rapport d'évaluation de la stratégie européenne de développement durable (SEDD).

Le rapport réalisé par Eurostat en 2009 dispose d'un résumé pour décideurs qui code le jugement porté par l'indicateur en lui associant, selon des règles bien définies, un pictogramme (parmi quatre images possibles). C'est un moyen d'obtenir pour chaque thème un tableau synthétique et lisible sur l'ensemble des indicateurs qui en relèvent.

Au niveau de l'hexagone, la prochaine stratégie de développement durable (en cours d'adoption pour la période 2009-2012) s'articule autour de 9 défis stratégiques :

- Défi 1 : Changement climatique et énergies
- Défi 2 : Transport et mobilité durables

- Défi 3 : Production et consommation durables
- Défi 4 : Conservation et gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles
- Défi 5 : Santé publique, prévention et gestion des risques
- Défi 6 : Démographie, immigration, inclusion sociale
- Défi 7 : Défis internationaux en matière de développement durable et de pauvreté dans le monde
- Défi 8 : Société de la connaissance : formation et innovation
- Défi 9 : Gouvernance.

Thème	Indicateur phare européen	Évaluation des changements pour l'UE-27 (entre 2000 et 2008)
Développement économique	Taux de croissance du PIB par habitant	
Changement climatique et énergie	Émissions totales de gaz à effet de serre*	
	Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie	
Transports durables	Consommation d'énergie des transports et PIB (en évolution)	
Consommation et production durables	Productivité des ressources	
Ressources naturelles	Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs**	
	Part des captures en fonction de l'état des stocks halieutiques***	
Santé publique	Espérance de vie en bonne santé	
Inclusion sociale	Taux de risque de pauvreté****	
Changements démographiques	Taux d'emploi des seniors	
Partenariat global	Aide publique au développement*****	
Bonne gouvernance	...	

Note : * UE-15, ** basé sur 19 États membres, *** Atlantique du nord-est, **** UE-25, évolution depuis 2005, ***** évolution depuis 2005.

Évolution favorable/sur la voie d'atteindre l'objectif
 Évolution modérément ou non favorable/Presque sur la voie
 Évolution modérément défavorable/loin de l'objectif
 Évolution défavorable/s'éloigne de l'objectif

Source : Eurostat, 2009.

L'Agenda de la Fondation

Chaîne humaine géante du samedi 6 février en soutien à EHLG!

Le samedi 6 février à 11h00 à Bayonne : une chaîne humaine géante pour le respect de la liberté d'association et pour le droit d'EHLG de vivre et travailler en paix reliera la maison natale de René Cassin, rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, à la sous-préfecture de Bayonne.



Confirmer votre présence par courriel iban@ehlgdoitvivre.org ou par téléphone (05 59 25 65 52) si vous pensez participer à cette chaîne humaine (rendez-vous à 11h00 devant la mairie de Bayonne, fin de l'opération à 12h00). Il est possible de venir en famille, avec ses enfants.

«Urgence écologique justice sociale !!» Samedi 6 février 2010

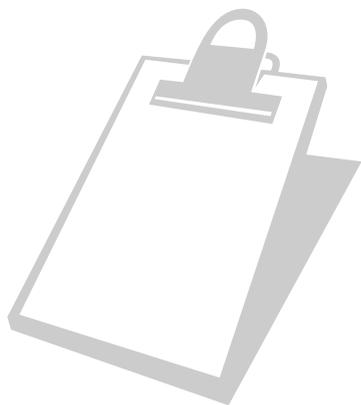
14h30 au cinéma l'Atalante, film «The Navigators» de Ken Loach. Les conséquences absurdes et dramatiques de la privatisation des chemins de fer britanniques.



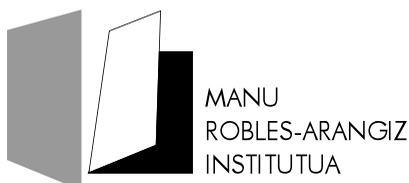
16h30, rassemblement massif devant la gare de Bayonne.

18h00, conférence/débat, où seront invitées les têtes de listes des différentes listes présentes aux élections pour le Conseil Régional d'Aquitaine (sauf l'extrême-droite) pour qu'elles se positionnent sur le sujet.

Vers 20h00, fête populaire.



Alda!ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
 20, Cordeliers karrika
 64100 BAIONA
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
 Dani Gomez
 Ipar Euskal Herriko arduraduna
 Txetx Etcheverry
 Alda!ren koordinatzailea
 Xabier Harlouchet



ance Libre Européenne en Kanaky

sein des institutions judiciaires de ce pays.

● Pour autant, par les informations recueillies et les faits constatés, nous

lits liés à l'abus d'alcool, etc.). Ils y côtoient des malades mentaux qui désorganisent les conditions de détention, et ils partagent, dans des conditions de

détention très difficiles, une promiscuité qui fait le lit de la récidive.

● Des conditions de vétusté et d'insalubrité inacceptables. Une cellule de 13 m² accueille jusqu'à six détenus, le sixième dormant à même le sol dans l'allée qui sépare les lits superposés (trois d'un côté, deux de l'autre). Ces cellules n'ont pas d'éclairage digne de ce nom, ni par la lumière du jour, ni par l'ampoule encastrée à même le mur. Chaque cellule est dotée d'une prise de courant, mais le réseau disjoncte à la moindre sollicitation.

Les bouilloires sont ainsi interdites. Nombreuses sont les cellules sans télévision, et même, malgré les fortes cha-

leurs de l'été, sans ventilateur.

● 90% de Mélanésiens forment la population carcérale, en totale disproportion avec la réalité démographique du pays où ils sont environ 50%.

● Des contrôles inexistant: les maisons d'arrêt sont soumises en théorie à toute une série de contrôles. A Nouméa, les inspections inspectent peu, les commissions de surveillance ne surveillent pas grand chose, les magistrats du parquet répugnent à s'y rendre et ceux qui y envoient les prévenus n'y mettent que rarement les pieds. Nous avons voulu briser la loi du silence à propos de cette maison d'arrêt.

3) Concernant la situation du peuple kanak

Nous avons constaté la situation de discrimination que subissent les Kanaks en Nouvelle-Calédonie, malgré les accords survenus en 1988 (accords de Matignon) et 1998 (accords de Nouméa). Car, dans la réalité des faits, les chiffres démontrent une réalité inacceptable.

● Notre première constatation a été faite lors de la visite de la prison de Nouméa, où 90% des détenus sont d'origine mélanésienne, parmi lesquels de nombreux jeunes délinquants qui pour beaucoup relèvent de sanctions alternatives à l'emprisonnement. Or les Kanaks sont à peine 50% de la population de la Nouvelle-Calédonie. Il y a là matière à s'interroger sérieusement sur une «dis-

crimination dans les faits». Et cela d'autant plus que le taux d'incarcération constaté pour cette population est d'environ quatre pour mille, à comparer à la moyenne nationale, environ un pour mille, alors qu'aucune grande délinquance n'est présente sur le territoire.

● Ce sentiment est confirmé par le contraste saisissant entre les lieux de vie de cette population, dans les quartiers de Nouméa comme dans leurs communautés, par rapport aux lieux de résidence du reste de la population.

● Tous les indicateurs sont au rouge: échec scolaire, taux de délinquance juvénile, taux de récidive, taux de chômage, taux de précarité. Il y a une situation intolérable de marginalisation du peuple kanak alors même qu'il forme la population originelle de la Nouvelle-Calédonie. Il faut mener d'urgence une démarche de réparation historique à l'égard de ce peuple colonisé au 19^{ème} siècle et qui reste, en ce début de 21^{ème} siècle, malgré les statuts promulgués ces vingt dernières années, dans une situation politique inacceptable.

● Alors que la Kanaky est inscrite par les Nations Unies sur la liste des pays à décoloniser, la France n'a toujours pas assumé sa responsabilité et continue une politique de colonisation de peuplement en violation avec les accords qui prévoient de favoriser le rééquilibrage économique et la préférence à l'emploi local.



L'Euro-député corse François Alfonsi faisait parti de la délégation

considérons que ce qui est arrivé à Monsieur Jodar et ses amis relève d'une dérive inquiétante de l'appareil judiciaire à l'encontre des libertés syndicales. Nous la dénonçons et nous la condamnons!

2) Concernant la prison du Camp Est

La situation des prisons en France a suscité, en étant largement relayée par les médias, une émotion considérable et légitime dans l'opinion. Les conditions de détention en maison d'arrêt sont souvent définies comme indignes de la «patrie des droits de l'homme». La délégation a pu constater que la réalité de la condition pénitentiaire est incomparablement plus grave encore au Camp Est de Nouméa.

● Une maison d'arrêt surpeuplée. Conçue pour 192 détenus, la prison du Camp Est en hébergeait 431 le jour de notre visite, soit une surpopulation de 230%. Cette situation est habituelle, et le nombre de détenus est parfois encore plus élevé. Une des raisons essentielles de cette surpopulation est que les condamnations prononcées sont le plus souvent plus lourdes qu'en métropole, et que, dans le même temps, les aménagements de peine (semi-liberté, placement extérieur, libération conditionnelle, etc.) sont quasi-inexistants.

● Un taux de récidive de 51%. Il y a dans cette prison une forte proportion de jeunes incarcérés pour des délits mineurs (vols de voiture, toxicomanie, dé-

Herrikoa

Devenir actionnaire !  Izan akziodun !

Plus que 3 jours pour souscrire ! 3 egun baizik ez akzioen erosteko !

<p>Je deviens actionnaire de Herrikoa, à partir de 50 €,</p> <p>Je suis acteur du développement économique du Pays Basque.</p> <p>Je souscris avant le 31 janvier 2010</p>	<p>Herrikoaren akziodun izanez, 50 €tik goiti,</p> <p>Euskal Herriko garapen ekonomikoaren jabe eta eragile naiz.</p> <p>Urtarrilaren 31a aintzin harpidetzen naiz</p>
---	---

Harpidetzeko, jo: www.herrikoa.com
ala deitu: Tel. +33 (0)5.59.25.37.30

HERRIKOA
1 rue Doucay - BP 412 - 64104 Bayonne Cedex (France)
Tel. +33 (0) 5.59.25.37.30 - Fax +33 (0) 5.59.25.37.34
SA au capital de 1.412.780 euros - SIREN : 320 432 323

Ligne à grande

Enorme succès de la manifestation d'Hendaye

Enbata se fait régulièrement la contribution de

LE couperet est tombé, la LGV passera et le PB trépassera si une saine réaction n'est pas engagée et poursuivie avec détermination. Jusqu'ici la confrontation est restée théorique. Il est temps de passer à une phase plus pratique qui ne se déroule plus seulement dans la rue mais autour d'une table largement ouverte. Comme d'habitude nous sommes tombés dans le piège du tout ou rien. D'un côté des partisans haut placés, pas toujours désintéressés, de l'autre des opposants en très grand nombre bien informés par leurs propres réseaux, mais pas toujours dénués d'égoïsme. Les uns et les autres coincés dans leur propre argumentation.

La faute en vient d'abord aux initiateurs. La très grande majorité de la population n'a jamais rien demandé d'autre que d'être mieux desservie, partout, plus rapidement, plus fréquemment et toujours dans les meilleures conditions de confort et de prix. Et tout cela sans renoncer aux déplacements individuels en voiture même si une réponse à leur exigence était apportée!

Les grands décideurs eux se servent de projets démesurés, voire pharaoniques, profitables à une minorité reconnaissante, pour mieux asseoir leur pouvoir par des bilans flatteurs. Aucune vision globale préalable ni réflexion à long terme dépourvue de calculs dans un monde où tout se chiffre.

On a en effet beaucoup parlé de concertation bâclée, tendancieuse voire malhonnête. On a largement procédé de part et d'autre, avec tout autant de certitude à des projections savantes et contradictoires, à des démonstrations convaincantes, mais la réalité ressemble rarement à ce qu'on imagine. Le principe de précaution, le risque zéro sont presque toujours battus en brèche. La concertation avec les générations futures est tout à fait impossible, mais décider pour elles ressemble tout autant à une forfaiture que l'absence de consultation populaire! Quelle attitude avoir alors quand on sait que cette voie est déjà sur les rails et que, quel que soit son traitement, elle va bousculer de fond en comble le paysage sans résoudre nos problèmes de déplacements locaux?

En premier lieu on devrait s'interroger sur notre propre responsabilité dans la dégradation écologique et paysagère du Pays Basque.

Au fil des années non seulement on a laissé faire mais on a aggravé la détérioration de notre environnement. Ce sont

C'EST peu dire que la manifestation de samedi dernier contre la LGV a fait recette. Des milliers de manifestants, près de vingt mille, ont défilé de la gare d'Hendaye, point de départ symbolique, à la place Colon d'Irun, demandant l'arrêt du projet inutile et destructeur, non seulement dans la traversée d'Iparralde, mais également en Gironde, dans les Landes ou le Lot-et-Garonne. Ni ici ni ailleurs clamaient les banderoles. Des représentants d'associations Italiennes étaient également présents. Sans compter les cohortes du collectif AHT Gelditu d'Hegoalde.

La satisfaction des nombreux élus présents et des organisateurs, Victor Pachon au premier chef, se lisait sur les visages et s'entendait dans les propos. Car la manifestation d'Hendaye a dépassé, et de loin, la mobilisation du 17 octobre à Bayonne. Il faut dire qu'un nombre impressionnant d'associations, de collectivités, de mouvements et de partis politiques, aux seules exceptions de l'UMP et du PS, promoteurs du projet, s'était joint à l'appel à manifester.

Noël Mamère, député maire de Bègles, les conseillers régionaux Verts, de nombreux maires et élus locaux, étaient venus apporter



(Photo: Rafafoto)

leur caution. On aura noté la brève apparition dans le cortège de Jean-Jacques Lasserre, naguère défenseur de la LGV, et converti au développement durable à l'approche des régionales, et surtout des sénatoriales à venir.

Et maintenant? peut-on s'interroger. Faudra-t-il une troisième puis une quatrième manif d'ampleur pour faire reculer les promoteurs de ce projet pharaonique dont l'utilité économique et sociale est loin d'être démontrée. Il est à craindre que oui, tant est grande la détermination des lobbies du BTP qui poussent dans le sens d'investissements qui sont pour eux sources de gigantesques profits alimentés par l'argent public. Tant est grande égale-



ment la sujétion idéologique et financière des deux grands partis et de leurs élus à une politique d'infrastructures surdimensionnées qui seraient soit disant source de progrès économique et social.

Heureusement, la mobilisation citoyenne a changé de nature. On est loin de la défense égoïste de son morceau de jardin (not in my backyard) qui se satisfait de voir le danger déplacé chez le voisin. Elle exprime une réelle prise de conscience des enjeux écologiques et sociétaux d'un type de développement qui laisse tant d'individus au bord de la route.

La lutte anti-LGV ou la défense d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, dont les objectifs sont analogues, marquent une prise de conscience qui ne facilitera pas le passage en force.



(Photo Daniel Velez)

nt l'écho des opposants à la Ligne à grande vitesse. Cette semaine nous publions de Michel Berger, partisan de la construction de la LGV en Iparralde.

les conséquences de vues à très court terme, du déséquilibre côte/intérieur, de la trop longue insalubrité de nombreux logements urbains, mais aussi des prix dissuasifs de logements neufs ou d'HLM pour des jeunes ou des foyers aux revenus modestes, de l'inexistence de transports collectifs efficaces et bon marché, de la dégradation, la suppression ou la sous exploitation de voies ferrées existantes et bien d'autres raisons encore. C'est aussi le goût effréné et presque exclusif de la maison individuelle, de l'obstination des communes périurbaines à aug-



Michel Berger

menter leur population sans tenir compte de la priorité d'équipements préexistants. De même pour les zones d'activités pour lesquelles des liaisons directes et des accès ferroviaires ne sont pas exigés. Rappelons que dans les pays germaniques aucun aménagement industriel ou résidentiel n'est possible s'il n'y a pas déjà un transport collectif, de préférence par voie ferrée.

Ces mauvaises habitudes ont encouragé un développement horizontal débridé qui, par contagion, décuple le mitage. Sans s'étendre sur les enchaînements d'une telle dérégulation on ne peut pas en ignorer les conséquences sur le climat local, sur l'agriculture, sur les paysages, sur le mode de vie, sur les équilibres sociaux, sur la sécurité: un véritable non-sens qui pourrait être bien plus grave que la fracture annoncée de la LGV.

Tout cela parce qu'on ne sait pas ou on ne veut pas faire des réserves. Si le projet de LGV avait été programmé sérieusement il y a une trentaine d'années, en même temps que l'autoroute et les lignes à très haute tension, nous n'en serions pas là. Elle

serait en cours de construction ou réalisée sur leur tracé, sinon la réserve aurait trouvé un emploi ou pourrait être rétrocedée.

La présence d'une nouvelle ligne n'est pas totalement négative.

En dehors des arguments chiffrés de tonnages ou de coût, qui nécessiteraient des dialogues sérieux et contradictoires, sans préjuger non plus de scandales éventuels de futurs marchés douteux, il ne faut pas négliger l'alternative au tout camion. De plus, la haute technologie ferroviaire est bien plus profitable et largement moins polluante ou mortelle que l'industrie automobile ou militaire, voire même aéronautique. Le fiasco retentissant du Rafale devrait faire réfléchir ceux qui se réjouissent de l'échec d'une LGV sur le plan national ou international.

Il s'agit donc aujourd'hui de bien mesurer et de démontrer à quel point cette création devrait générer plus d'améliorations que de nuisances dans les domaines social, environnemental et économique. Et si elle était définitivement retenue, dans quelles conditions sine qua non elle pourrait être ou ne pas être réalisée.

C'est donc maintenant sur les conditions de sa réalisation qu'il faut porter toutes nos revendications

et en exiger la concrétisation avant de passer à toute phase de construction.

Pour ma part, je vois trois axes principaux:

Social: S'il est avéré que cette nouvelle ligne est faite pour joindre de grands pôles européens, elle doit avant tout privilégier la desserte locale par des arrêts, des horaires et des conditions parfaitement adaptés. Elle serait subordonnée à l'optimisation de tous les réseaux de proximité et à la création de lignes in situ propre tant à l'intérieur que sur la côte, en offrant un service performant, rapide, cadencé, attrayant, convivial, facilement raccordable au réseau à grande vitesse sans supplément tarifaire, ni attente en correspondance.

Un préalable identitaire serait également exigé: accueil en gares et signalisation bilingues, français et basque, voire tri ou quadrilingues.

Environnemental: Il est réaliste de voir renouveler un paysage compte tenu de l'évolution démographique et technologique aussi limitée soit-elle. Transformer un paysage naturel en

œuvre d'art devient un défi majeur. Faire d'une catastrophe écologique et paysagère l'occasion d'un ouvrage exemplaire, universel, n'est pas incompatible avec le renouvellement d'une identité. Privilégier l'enfouissement maximum, rechercher l'insertion mais aussi la prouesse architecturale, par un concours international ambitieux. Rien n'oblige à copier le viaduc de Millau, mais bien au contraire d'imaginer un modèle à échelle humaine, limitant fortement les effets indésirables, esthétiques et sonores par un traitement concerté de l'environnement.

Cette transformation paysagère pourrait, à l'initiative des collectivités qui seraient subventionnées, s'accompagner de regroupements résidentiels, laissant la majorité des espaces libres et naturels aux activités rurales. Une réforme du système foncier et fiscal préviendrait ce changement.

Economique: Suppression totale des taxes foncière et d'habitation pour tout bien situé dans le couloir ferroviaire. On n'impose pas un condamné dont les biens sont saisis ou gelés. En effet si ce gel provoque une baisse considérable des prix du foncier, dont on pourrait se réjouir, tout le long du parcours projeté et de son voisinage, elle procure une plus value certaine à ceux qui ne sont pas touchés. Les propriétaires concernés sont donc considérablement pénalisés et se trouvent dans l'incapacité de vendre leur bien. De plus, l'impossibilité d'entretenir ces biens, par manque de crédit accordable, provoque une dévaluation supplémentaire.

En conséquence, en plus du dégrèvement des taxes, l'estimation et l'achat immédiats, après approbation de la valeur du bien, seraient dus à ceux qui le souhaitent tout en leur permettant d'occuper les lieux jusqu'à leur destruction.

Ces réserves ne sont pas exhaustives, le débat est ouvert étant bien entendu qu'en cas de rejet des conditions imposées, une mobilisation encore plus massive ne manquerait pas de rappeler que le couloir de la mort pourrait être alors celui de la LGV. L'interlocuteur le mieux placé pour imposer ces conditions avec cohérence serait une collectivité territoriale Pays Basque. En attendant cela pourrait être le rôle des Conseils de développement et des élus du Pays Basque, élargis à tous les acteurs concernés sans exception.

Michel Berger

■ Prisonniers et condamnés.

La traditionnelle journée de solidarité avec les prisonniers politiques basques, Elkartasun Eguna, s'est déroulée le dimanche 17 janvier à Larresore, avec la participation de plus de cinq cent personnes. Hommage spécial a été rendu aux disparus: Kepa Arizmendi, réfugié mort cette année, et Jon Anza, dont on est toujours sans nouvelle.

Ce même jour, ETA a publié un communiqué où l'organisation exalte la «lutte politique» mais où elle dit ne pas se contenter de la «simple résistance». Alors qu'ils évoquaient un renoncement à la lutte armée, les observateurs ne peuvent que constater la continuité de la ligne dure d'ETA.

■ Arrêté le 2 avril 2004, «Mobutu» Felix Alberto Lopez de la Calle et sa compagne Mertxe Chivite, ont été jugés du 18 au 24 janvier 2010 par la cour d'assises spéciale de Paris pour appartenance à ETA. Ils ont été condamnés chacun à 12 ans de réclusion criminelle, assortis d'une période de sûreté des deux tiers de la peine.

Otsail Ostegunak Donapaleun

Donapaleun, Herriko Xerbitxugunearen gibelesko salan lau mintzaldi (eta trago bat ondotik), arratseko 8ak 30tarik 11ak arte. Zabalik elkarteak antolatutarik eta Euskal Kultur Erakundeak lagundurik.

- Otsailaren 4an : Estatu Batuetako euskaldunak eta euskal nortasuna.

Atlantikoz bestalde, zerk egiten dituzte euskaldun...

Mintzalaria : Argitxu Camus Etxekopar, ikerle gaztea.

- Otsailaren 11an : Gaurko kultura, turisismoa ote?

... edo kultur azala bere mamia baino garrantzitsuago denean.

Mintzalaria : Kepa Fernandez de Larrinoa, antropologoa.

- Otsailaren 18an : Hego Ameriketako itzuli baten kronika.

Bi iparraldeko gazte bidaiaz...

Mintzalaria : Elorri Larzabal eta Paskal Teilagorri, bidaiantak.

- Otsailaren 25a : Norentzat eta nola idatzi gaur euskaraz?

Euskal sistema literarioaren mugak eta idazleen estrategiak.

Mintzalaria : Ur Apalategi, idazle eta unibertsitaria.



Deiadar et après ?

TROIS mois après la manifestation Deiadar, où en sommes-nous? La revendication centrale des mobilisations du 24 octobre à Bayonne et à Carcassonne a reçu une fin de non-recevoir alors que le gouvernement faisait volte-face et trahissait sa parole ainsi que la promesse du candidat Sarkozy. Après l'intervention de Besson à l'Assemblée en lieu et place du ministre de la Culture, indiquant qu'un projet de loi «*encombrerait les travaux parlementaires*» et «*que la loi se heurterait aux principes d'indivisibilité de la République et d'égalité devant la loi*», la messe est dite. Rien de nouveau sous le soleil pourra-t-on dire, tant les responsables de l'État nous ont habitués par le passé à ce genre de pratiques en ce qui concerne les langues territoriales et plus spécialement les revendications du Pays Basque.

Faut-il en conclure que toute la mobilisation n'a servi à rien? Evidemment non. Jamais la question d'une reconnaissance légale des langues territoriales n'avait été à ce point sur le devant de la scène, dans les médias et sujet à débats dans différentes enceintes. La position du gouvernement est loin d'être confortable quand on se rappelle les interventions unanimes des juristes réunis à Bayonne en septembre dernier, tou(t)es convaincu(e)s de la nécessité d'une déclinaison législative à l'inscription des langues régionales dans la Constitution. Par ailleurs la coordination, le travail de réflexion, de lobbying et de mobilisation menés par les mouvements associatifs des différents territoires sont un acquis important pour l'avenir.

Jakes Bortayrou

Au Pays Basque, la manifestation organisée conjointement par Kontseilua et Euskal Konfederazioa, outre qu'elle a été numériquement la plus importante des cinq mobilisations Deiadar en

« ...l'étendue politique de la mobilisation ici ouvre(nt) de nouvelles perspectives. »

vingt ans, a réuni l'ensemble des sensibilités politiques, expression vivante des avancées significatives du combat linguistique dans la société au cours de ces dernières années. Elle a socialisé plus largement encore la question de la reconnaissance officielle de l'euskara et même ouvert le débat sur l'égalité de statut avec le français. Quelles perspectives pour l'avenir? La force tranquille et l'étendue politique de la mobilisation ici ouvrent de nouvelles perspectives. Le premier pas est la moitié du chemin à parcourir selon un proverbe asiatique. Il faut transformer les positions favorables en engagements concrets, en politiques audacieuses. Après la mobilisation Deiadar de juin 2000 les mouvements populaires du secteur Euskalgintza avaient fait un pari stratégique en travaillant avec succès auprès des municipalités pour faire entrer de facto, si ce n'est

de jure, l'euskara à la mairie. Aujourd'hui, alors que l'Office public met au centre de son action pour les années à venir l'utilisation sociale de la langue, il faut profiter du large accord politique et social obtenu pour avancer dans différents secteurs stratégiques: administration locale, petite enfance, loisirs, monde socio-économique, médias, etc. La période de concertation sur les déclinaisons à venir de la politique linguistique publique demandée par les acteurs associatifs et acceptée par le président de l'Office doit être mise à profit pour construire dans la concertation des actions efficaces redonnant à la langue basque une fonction d'instrument de communication quotidienne. Parallèlement le travail en direction de la société reste incontournable tant il est vrai qu'on ne peut redévelopper une langue que par la volonté et l'implication populaire. Ce travail doit se poursuivre avec notamment la dynamique Bai Euskarari qui fait de la réappropriation linguistique l'affaire d'une multitude d'acteurs sociaux. Plusieurs députés de différents groupes dont l'UMP ont annoncé la présentation d'une proposition de loi (à ne pas confondre avec un projet issu du gouvernement) pour le mois de juin. Il faudra voir si l'initiative ne se dilue pas dans les intérêts politiques des uns ou des autres mais la probabilité est faible de voir prospérer une telle option contre l'avis du gouvernement. Pour autant les acteurs associatifs des territoires sont prêts à apporter leur expertise et présenter leurs points de vue sur le contenu d'une éventuelle loi. La bataille continue donc et on parle déjà de nouvelles mobilisations communes.

Sur votre agenda

Urtarrila:

✓ **Jusqu'au samedi 30, BIARRITZE.** FIPA 2010, programmes audiovisuels.

✓ **Samedi 30, 18h, HELETA** (Itasoa, La Mer). Itxaro Borda présente son dernier roman «*Ezer Gabe Hobe*».

✓ **Dimanche 31, 11h00, BAIONA** (Mail Pelletier-Chaho). Mutxiko organisé par le comité BAB de soutien à EHLG, avec apéritif servi au bénéfice de Laborantza Ganbara.

✓ **Dimanche 31, de 9h30 à 17h, DONAMARTIRI** (Bil Etxea Gela). Atelier d'écriture nomade en français avec Corinne Lallemand «*De la vie des objets...*». Tarif 40 euros la journée, s'inscrire au 05 59 29 40 50 ou n.p.isturitz@orange.fr

Otsaila:

✓ **Vendredi 5, BASTIDA** (Homosapiens café). Conférence de Claude Latat «*Sciences et vulgarisation*». Entrée libre.

EHLG-ren Auzia



Otsailaren 18an Pauen jasanen duen auzian Euskal Herriko Laborantza Ganbararen sustengatzera joateko, autobusak antolatutak dira.

Horien artean :

- Baigorriko herriko etxeko plazatik 11:00etan
- Donibane Garaziko Jai Alaitik 11:15etan pasatuz
- Lartzabale borolbiletik 11:25etan
- Donapaleuko elizako plazatik 11:30etan

Pauetik itzultzeko, bi tornu izanen dira : 16:30etan eta 22:00etan.

Horren antolatzeko gisan, ezinbertzekoa da jendeak izena eman dezan otsailaren 6a aitzin zerbaki honetara deituz :
06 81 46 52 40



DIMANCHE 31 JANVIER A BAYONNE

MUTXIKO

EN SOUTIEN À EUSKAL HERRIKO LABORANTZA GANBARA

+ Apéritif populaire et animé
Organisé par le Comité B.A.B. de soutien à EHLG

ZATOZTE DENAK !



Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Mission parlementaire Verts-Alliance Libre Européenne en Kanaky 4 et 9
- Ligne à grande vitesse 10 et 11
- Cahier n°2 «*Alda*» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr